

La restitution est opérée au profit de cet organisme, à charge pour ce dernier d'employer les sommes correspondantes de la même façon que les revenus auxquels elles se rattachent.

service-public.fr

> Plan d'épargne entreprise (PEE) : Cas de déblocage anticipé

> Dans quels cas peut-on demander le déblocage anticipé de l'épargne salariale ? : Déblocage anticipé du PEE (article R3332-28)

Chapitre III : Plan d'épargne interentreprises

R. 3333-1

Décret n°2009-350 du 30 mars 2009 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dispositions relatives aux versements, à la composition et à la gestion du plan d'épargne entreprise prévues aux articles **R. 3332-8** à **R. 3332-14**, puis des articles **R. 3332-16** au **R. 3332-18** ainsi que celles relatives à l'indisponibilité des sommes et au régime social et fiscal prévues aux articles **R. 3332-28** à **R. 3332-32**, s'appliquent au plan d'épargne interentreprises.

R. 3333-2

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le plan d'épargne interentreprises peut recueillir les sommes issues soit de la participation prévue par accord ou mise en place conformément au deuxième alinéa de l'article **L. 3323-6**, soit de l'accord qui institue le plan.

R. 3333-3

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas de participation volontaire dans les conditions de l'article **L. 3323-6**, l'accord instituant le plan d'épargne interentreprises précise la formule de calcul de la réserve spéciale de participation.

Si l'accord n'a pas retenu la formule prévue aux articles **L. 3324-1** et **L. 3324-3**, il comporte, conformément à l'article **L. 3324-2**, la clause d'équivalence des avantages et l'un des quatre plafonds prévus du quatrième au sixième alinéas de cet article.

R. 3333-4

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le règlement du plan d'épargne interentreprises précise les modalités de la contribution des entreprises qui ne peut être inférieure à la prise en charge des frais de tenue de compte.

En cas de liquidation de l'entreprise, les frais de tenue de compte dus postérieurement à la liquidation sont mis à la charge des participants.

R. 3333-5

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'accord instituant le plan d'épargne interentreprises désigne les sociétés ou établissements qui sont chargés de la tenue du registre mentionné à l'article **R. 3332-14**.

R. 3333-6

Décret n°2023-98 du 14 février 2023 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'avenant à un règlement d'un plan d'épargne interentreprises institué entre plusieurs employeurs pris individuellement, conclu conformément aux dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article **L.**